



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Surmonter-le-chomage>

LES DOSSIERS DE LA GRANDE RELEVÉ

Surmonter le chômage

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 841 - janvier 1986 -

Date de mise en ligne : lundi 15 juin 2009

Date de parution : janvier 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Voici la traduction par J.-P. MON d'un article publié en avril 1985 dans la revue américaine « The Futurist », par un Professeur associé à l'Université de Jérusalem, DAVID MACAROV.

Ce document est destiné, d'une part, à montrer que nous ne sommes pas seuls dans notre analyse du chômage : nos idées sont aujourd'hui partagées bien au-delà des frontières de l'Europe.

Il est également une façon d'aborder, dans ces « dossiers de la Grande Relève », l'étude de ce qu'on peut appeler les mesures de transition vers l'économie distributive ; et les commentaires sur cet article, que nos lecteurs ne manqueront pas de nous envoyer, nous l'espérons, viendront utilement étayer les réflexions que mène sur cette question de la transition le groupe animé par Philippe Le Duigou.

Résumé : aucune des solutions proposées jusqu'à maintenant pour vaincre le chômage n'a réussi. Ce qu'il faut, c'est une nouvelle vision d'une société sans travail, une société dans laquelle l'automatisation permet aux gens de faire ce qu'ils veulent, tout en continuant à recevoir un revenu décent.

Un des problèmes les plus permanents et les plus persistants que l'on rencontre dans les sociétés industrialisées du monde occidental est celui du chômage. En dépit des efforts continus et massifs de toutes sortes qui ont été faits pour ramener le nombre des chômeurs à des chiffres acceptables, le problème du chômage subsiste dans la plupart des pays, et, avec le développement technologique continu, est en train de devenir un fait de société permanent. Le chômage de longue durée, particulièrement marqué chez les jeunes, attire maintenant l'attention de nombreux organismes nationaux et internationaux. Les méthodes conventionnelles qui ont été mises en place pour tenter de venir à bout du chômage sont de plus en plus inefficaces. C'est pourquoi cet article propose quelques suggestions plus radicales pour résoudre le problème du chômage.

L'AVENIR DU CHÔMAGE

La probabilité de voir le chômage permanent s'accroître est en train de devenir une réalité de plus en plus acceptée par les planificateurs au fur et à mesure que le nombre de chômeurs s'accroît et que, dans le même temps les palliatifs se révèlent inefficaces. C'est ainsi, par exemple, que la Commission sur l'évolution du travail, mise en place par le syndicat américain AFL-CIO, prévoit un déficit d'emplois permanents pour 4 à 6 millions d'Américains.

L'examen attentif des remèdes proposés fréquemment tels que la réduction des impôts, les salaires subventionnés, la réduction de la durée du travail, la création d'emplois dans les services publics, ainsi que l'évolution macro-économique montrent que la plupart de ces « solutions » ne marchent pas. En plus des mesures de réduction directe des heures de travail et d'accroissement de la durée des vacances, les dispositions qui ont masqué l'extension du chômage comprennent

Les créations d'emplois

La création directe d'emplois est trop onéreuse pour être généralisée. Avec environ dix millions

Surmonter le chômage

de personnes sans emploi aux Etats-Unis, créer un nombre d'emplois équivalent coûterait 171 milliards de dollars. Fournir ces emplois dans le bâtiment (secteur que l'on cite souvent comme étant le plus socialement utile) reviendrait à 416 milliards de dollars. On conçoit que cette solution ne puisse pas être adoptée lorsqu'on a affaire à un grand nombre de personnes sans emploi.

Les emplois subventionnés

Dans cette optique, les employeurs sont subventionnés à l'aide de prêts de l'Etat pour créer des emplois. Ce faisant, on s'attend, ou plutôt, on espère, que ces emplois deviendront permanents. C'est rarement le cas. Par exemple, dans le cadre du programme américain de Développement de l'Emploi et de la Formation, on a remplacé, pour la durée de la période conventionnée, des employés permanents par des personnels bénéficiant de salaires subventionnés, si bien qu'il n'y a eu en définitive aucune création nette d'emploi.

Les travaux d'utilité collective

C'est une disposition qui permet de payer des personnes en échange de petits travaux. Elle n'est pas destinée à vaincre le chômage mais à « récupérer » une partie des dépenses d'assistance sociale. Comme la plupart des travaux offerts dans ces programmes ne sont que des travaux « prétextes », sans valeur intrinsèque, les possibilités qu'ils offrent de déboucher sur un véritable emploi sont faibles.

Les travaux d'intérêt public

Ils diffèrent des travaux d'utilité collective en ce sens que ceux qui en bénéficient sont choisis en fonction de leur compétence professionnelle et payés suivant un barème fixé et non en fonction de leurs besoins personnels. Les travaux effectués ont intrinsèquement une certaine valeur sociale. Ces programmes souffrent cependant de certaines limitations : les syndicats, par exemple, arguent que s'il y a des emplois disponibles, il faut les donner à leurs propres adhérents sans emplois et que, d'autre part, les échelles de salaires établies dans ces programmes sont inférieures à celles qu'ils ont négociées. Par ailleurs, les commerçants ne veulent pas voir vendre des produits ou des services à des tarifs inférieurs à ceux qu'ils pratiquent.

On voit donc que les travaux d'intérêt collectif, tout comme les travaux d'intérêt public, ne constituent que des emplois marginaux que personne ne voudrait faire à ce tarif là.

Le travail partagé

Cela consiste à partager le travail (et le salaire) entre deux personnes. Si ceux qui l'acceptent le font parce qu'ils n'ont pas d'autre possibilité, le procédé est tout simplement du travail à temps partiel destiné à masquer l'étendue du chômage. De plus, comme ceux qui y participent partagent un seul salaire, au lieu de bénéficier de deux salaires complets, cela ne fait qu'accroître la pauvreté tout en diminuant apparemment le chômage. C'est un bénéfice douteux.

Le service universel

Le service national, volontaire ou obligatoire, constitue un moyen de retirer un grand nombre de personnes du

marché du travail normal. Le service militaire joue quelquefois ce rôle.
Les modalités de tels plans sont en général assez vagues et constituent plutôt des espoirs que des programmes.

L'abaissement de l'âge de la retraite

Le retrait de travailleurs « âgés » du marché du travail par abaissement obligatoire de l'âge de la retraite libère des emplois pour les plus jeunes. Cependant, comme la technologie rend le travail humain moins nécessaire, cette mesure réduit globalement la force de travail sans offrir de nouvelles possibilités d'emploi. Qui plus est, abaisser l'âge de la retraite va à l'encontre de la tendance sociale actuelle peu favorable à la mise à la retraite obligatoire.

L'Etat employeur en dernier recours

Dans cette perspective, le gouvernement pourrait employer tous ceux qui n'ont pu trouver de travail ailleurs. On ne connaît pas d'exemple d'application de cette solution, si ce n'est en Egypte où le gouvernement garantit un emploi à tous les diplômés de l'Université qui n'ont pas pu en trouver ailleurs. Cela se traduit par l'existence d'une horde de fonctionnaires surdiplômés mais qui n'ont absolument aucun travail à faire.

« L'OBJECTIF DOIT ÊTRE LE CHOMAGE TOTAL »

Des propositions révolutionnaires

Aucune des propositions avancées jusqu'ici n'a pu venir à bout du chômage de masse permanent. Le travail humain non seulement devient de plus en plus inutile mais commence même à être considéré comme un mauvais ersatz des technologies de pointe. L'échec des tentatives actuelles pour vaincre le chômage, ou simplement pour le réduire, vient de la mauvaise volonté à reconnaître que la quantité de travail humain disponible est beaucoup plus grande que celle qui est nécessaire à la production des biens et des services. L'hypothèse suivant laquelle il y aurait du travail pour tous si on trouvait la bonne formule ou la bonne combinaison mène à la création d'industries et de services à haute intensité de travail bien qu'il existe des machines qui fassent ce travail mieux, plus vite et meilleur marché. Les gens sont condamnés à des travaux difficiles, dépourvus de sens et sans intérêt pour des raisons financières et ceux qui ne travaillent pas ou qui ne peuvent pas travailler sont montrés du doigt.

Ce qu'il faut c'est une planification consciente pour la mise en oeuvre de la technologie la plus avancée possible, pour remplacer l'effort humain dans tous les domaines où cela est possible. En bref, le but à atteindre doit être le « chômage total ».

Paradoxalement, l'éradication du chômage exige qu'il se développe jusqu'à inclure la majorité, sinon la presque totalité, de la société. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra être considéré comme un bienfait et non comme une maladie de la société. Lorsque seulement 10 % de la population suffiront à produire tous les biens et les services nécessaires, les 90 % « d'inemployés » verront le chômage sous un tout autre éclairage. Nous devons cesser de chercher à créer des emplois, et au contraire, consacrer toute notre énergie à les remplacer par des machines.

Nous pourrions ensuite poser de nouvelles questions : en imaginant une société dans laquelle l'automatisation a pris la grande partie du travail, comment peut-on faire vivre les gens ? Comment sera défini leur statut pour qu'ils se sentent libérés de toute approbation sociale ? Avec quelles activités structureront-ils leur temps ? Qu'est-ce qui leur donnera le sentiment d'être utiles et désirés ?

C'est ce type de questions que les propositions pour éliminer le chômage doivent chercher à répondre.

Le revenu garanti

L'idée d'un revenu minimal garanti à chacun, qu'il travaille ou non, a son origine, comme un moyen grâce auquel les assistantes sociales pourraient éviter d'avoir à infliger à leurs clients l'enquête jugée infamante sur leurs « moyens d'existence ». Elle fut plus tard proposée comme un moyen simplifié de venir en aide à ceux qui ne pouvaient pas, ou ne devaient pas, travailler ; par exemple, les personnes âgées, les handicapés, les parents uniques d'enfants en bas âge et les inemployables. La difficulté majeure soulevée par la mise en œuvre d'un plan de revenu garanti est la crainte que les gens ne veuillent plus travailler s'ils perdaient un revenu. En fait, dans une société presque complètement automatisée, le travail ne constitue plus un aiguillon.

Il y a en outre d'autres problèmes à résoudre. Tout d'abord, comment serait distribué le revenu ? Cela pourrait être sous la forme d'une sorte d'allocation familiale du type de celles qui existent dans presque tous les pays occidentaux. Au lieu de verser une somme basée sur le nombre d'enfants, ou à une famille également définie, l'aide pourrait être individuelle.

Deuxièmement, combien chacun recevrait-il ? Si, en vertu du principe égalitaire, tout le monde reçoit la même somme, les personnes ayant des besoins particuliers ou supplémentaires seront insatisfaites. Si le paiement est fait sur une base catégorielle (personnes âgées, adultes...), la question des besoins individuels subsiste. Si l'allocation est basée sur les besoins de chacun, la détermination de ces besoins risque d'être difficile et coûteuse. Troisièmement, comment la société acquerra-t-elle et distribuera-t-elle les fruits de la production automatisée : par le biais de taxes, d'assurances, de nationalisation, ou par quelque autre moyen ? Enfin, comment les gens occuperont-ils leur temps ? Il n'est pas seulement question ici d'éviter l'ennui, ce qui peut exiger un énorme développement du bricolage et des activités de loisir, mais surtout de savoir ce qui va remplacer le travail en termes de prestige, de structuration du temps, d'identification personnelle, etc. D'ailleurs, de plus en plus, les gens trouvent leur identité dans leur façon d'occuper leurs loisirs plutôt que dans leur travail.

Ce sont là des problèmes difficiles mais que l'on peut résoudre. En fait, imaginer des réponses à ces questions est la partie simple du problème ; mais trouver des méthodes pour les mettre en œuvre d'une façon qui ne crée ni agitation ni bouleversements sociaux est plus difficile.

Une nouvelle définition du travail

Une façon simple d'arriver à une société « sans travail » satisfaisante est de redéfinir le travail, de payer les gens pour qu'ils se lancent dans des activités qui ne sont pas actuellement rémunérées. L'exemple le plus évident est de payer les femmes au foyer pour ce qu'elles font. Un autre exemple, moins évident, est de payer des gens pour qu'ils s'engagent dans des activités socialement utiles, telles que les études, les jeux ou les sports, l'animation culturelle, la musique, l'écriture ou l'aide aux parents, aux voisins ou encore dans l'éducation (y compris celle de leurs propres enfants), le jardinage ou l'exploration. On peut ainsi donner des revenus aux gens en échange d'une grande variété de travaux, et éviter ainsi « l'infamie » et les autres conséquences attachées au fait de ne pas avoir d'emploi. Les rémunérations pourraient être graduées en

fonction des résultats, les bons étudiants étant mieux payés que les mauvais, par exemple. On pourrait payer pour leurs capacités non seulement les musiciens mais aussi les compositeurs, les chefs d'orchestre, ceux qui accordent les instruments, ceux qui impriment la musique et même ceux qui tournent les pages.

Bien qu'à première vue, cette proposition paraisse fantaisiste, sinon fantasque, un instant de réflexion montre que la société paie déjà des gens pour exercer ce type d'activités. Les joueurs de baseball, de football, de basket-ball sont bien payés, mais seulement lorsqu'ils ont atteint un certain niveau de compétence. Pourquoi ne pourrait-on pas rémunérer grâce aux fruits de la production automatisée quiconque voudrait jouer au ballon, même si c'est le niveau de compétence qui détermine le niveau de la rémunération ? Dans nos sociétés actuelles, des musiciens sont payés et des fantaisistes de toutes sortes le sont aussi, et somptueusement, comme le sont ceux qui écrivent pour eux ou qui les habillent et les maquillent. Il y a des étudiants qui sont payés et pourtant certains d'entre eux font de leur réussite académique la condition de la continuation de leurs études. Puisque les parents nourriciers et les professionnelles sont payés pour s'occuper des enfants des autres, pourquoi les parents naturels ne recevraient-ils pas une compensation pour le temps passé à s'occuper de leurs propres enfants ?

De même, aider un de ses voisins peut ne pas être nécessairement une activité non rémunérée. De nombreux pays utilisent des « volontaires payés » sur une base collective pour fournir des services à ceux qui en ont besoin. Par exemple, le programme israélien « les personnes âgées aident les personnes âgées » permet d'augmenter les revenus des « aidants » les plus âgés, il leur donne le sentiment d'être utiles et ainsi des services sont fournis, que l'aide sociale normale n'a pas la capacité de leur offrir. Dans d'autres pays, il y a des aides agricoles. Le Canada soutient les aspirants écrivains par des subventions directes ou indirectes. Dans de nombreux pays, des organisations de soutien financent des professions diverses, allant de celle d'artiste à celle de chercheur. On pourrait étendre ce système à un grand nombre de consultants, de conseillers qui à l'heure actuelle travaillent bénévolement.

Les coopératives

Une méthode pour se débarrasser du chômage, ou de ses effets, passe par l'extension de cercles de coopératives dans lesquelles les revenus sont partagés entre tous les membres, y compris ceux qui ne travaillent pas.

Même lorsqu'ils n'ont que peu de choses à faire, les membres d'une coopérative ne sont pas considérés comme des chômeurs tant qu'ils continuent à appartenir au groupe et ils sont rémunérés par les revenus tirés de l'ensemble de la coopérative. La généralisation de l'appropriation par les coopératives des industries et des services automatisés rendrait en quelque sorte ses membres propriétaires et, par conséquent, non chômeurs, même s'ils ne travaillent pas. Les travailleurs pourraient aussi se faire remplacer par des robots qu'ils achèteraient et, éventuellement, loueraient à leurs employeurs. Ils vivraient ainsi des profits réalisés par le travail des robots. Un robot d'une valeur de 41.000 \$, pouvant fonctionner pendant huit ans, reviendrait à moins de 5 \$ l'heure payés dans l'industrie automobile, pour la main d'oeuvre humaine. Au Japon, un robot loué 90 \$ peut fournir un travail qui reviendrait à 1200\$ s'il était fait par un homme. On prévoit que le coût du travail d'un robot sera abaissé jusqu'à environ 70 cents l'heure d'ici la fin du siècle. L'achat de plusieurs robots par les travailleurs d'une coopérative serait encore plus facile que par une seule personne, et la possession de plusieurs types de robots pourrait remédier aux fluctuations saisonnières de production et d'emploi.

Les coopératives ne sont pas un rêve. Dans beaucoup de pays, notamment en Scandinavie, des industries coopératives fonctionnent avec de bons résultats. Le développement des coopératives jusqu'à

Surmonter le chômage

ce qu'elles englobent la totalité de l'économie d'un pays n'est même pas liée à l'avancement de la sociotéchnologique, mais bien à leur nature même, qui permet d'éviter le chômage, tel qu'on l'entend actuellement.

Les communautés

Allant au delà des coopératives qui partagent les produits parmi leurs membres ils existe des communautés qui pourvoient à tous les besoins de leurs membres à partir des revenus du groupe. L'exemple le plus connu de communauté à grande échelle est peut-être celui des kibboutz israéliens.

Ces kibboutz sont des communautés, constituées sur la base du volontariat, dans lesquelles l'ensemble des biens appartient en commun à tous ses membres, et dans lesquelles tous les besoins des membres (y compris la garde des enfants, l'éducation, les soins médicaux, le logement, les vacances, etc.) sont pris en charge par le groupe. La différence la plus frappante entre le kibboutz et les autres formes d'organisation sociale est peut-être le fait que la nature et le montant des ressources allouées ne sont aucunement liés à la nature ou à la quantité de travail effectué par ses membres. Le revenu est basé uniquement sur les besoins. Bien que les kibboutz aient à l'origine, fondés sur une communauté agricole, avec un très fort accent mis sur le travail humain ou individuel, nombreux sont ceux qui récemment se sont lancés dans les technologies avancées. C'est pourquoi, trouver du travail pour tous ses membres est devenu un problème pour certaines de ces communautés. Accepter une vie sans un travail tel qu'il est couramment défini, a été difficile pour eux... mais les kibboutz ont toujours compté en leur sein des membres qui peignent, qui font de la musique, sculptent, et, à un degré moindre, écrivent.

Vaincre le chômage

Vaincre le chômage exigera un changement fondamental des valeurs sociales actuelles. Il faudra réorienter le travail de la position centrale qu'il occupe dans le panthéon des valeurs. Des changements dans la structure de la société seront aussi nécessaires pour parvenir à une base de répartition du revenu autre que le travail. Paradoxalement ces changements ne se produiront probablement que sous l'effet d'un accroissement massif du nombre des chômeurs par l'occurrence d'une situation de « plein chômage » que la technologie est en train d'instaurer rapidement. En se fondant sur l'expérience passée, on ne doit pas avoir peur d'une société sans travail : Dans la Grèce antique qui était un état de prospérité complète pour ses citoyens, le travail était fait par des esclaves et on n'avait pas l'habitude de voir ni d'encourager des hommes libres à travailler, puisque, selon Platon, Aristote et Socrate, le travail transformait les gens en mauvais amis, en mauvais patriotes et en mauvais citoyens. Une telle « société sans travail » a à l'origine du théâtre moderne, de la danse, de la philosophie, des mathématiques, de la géométrie, de l'astronomie, de la sculpture et de nombreux autres arts et sciences. Libérés de la nécessité quotidienne d'avoir à assurer leur subsistance, les gens pouvaient être créatifs dans des domaines largement différents et profitaient de la vie comme il se doit. Il n'y a aucune raison valable de croire que l'humanité moderne connaîtra un sort différent. Bien au contraire, la société sans travail pourrait nous introduire dans l'ère la plus fertile d'imagination, de créativité et d'originalité que le monde ait connue, et amener l'humanité à un nouveau palier de plénitude et de bonheur.